

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau



*Office
International
de l'Eau*

Rapport d'Activités 2012

**CNFME
CNIDE
AQUACOOPE**
janvier 2013

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Le climat économique morose de l'année 2012 a fait craindre que l'activité du CNFME soit en retrait sur les années précédentes. Le premier semestre s'est en effet achevé avec un déficit d'inscriptions, mais l'activité s'est assez nettement accélérée au troisième trimestre, permettant de rattraper le retard. Au total, les formations inter-entreprises sont en légère avance sur 2011 et les formations intra-entreprises au même niveau. Le chiffre d'affaires a dépassé les 6 M€, en progression sensible sur 2011 en raison d'une activité exceptionnelle d'ingénierie et de la bonne tenue de l'international.

Formations "Eau" Inter-Entreprises



Avec 2470 stagiaires, le CNFME stabilise à un niveau haut le nombre de stagiaires formés. Plus de 300 sessions ont été réalisées sur les sites de Limoges et La Souterraine, mais aussi à Paris et en région parisienne, Nice et Saint-Brieuc, où existent des plateformes spécifiques. Comme tous les ans, les formations aux réseaux d'eau et d'assainissement ont recueilli le plus de demandes. On constate un intérêt soutenu pour l'épuration des eaux et un regain de demande de la part de l'industrie, lié à une action commerciale dédiée à ce secteur. La demande du marché pour des formations de plus en plus ciblées amène à une diminution graduelle de l'effectif moyen des stagiaires par stage, avec des conséquences en termes d'organisation et de fixation des prix.

Formations Intra-Entreprise

On constate une grande stabilité dans l'activité intra-entreprise. Les formations en intra sont très pratiquées dans les DOM : Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion.

Appui à la formation initiale

Comme tous les ans, le CNFME contribue à la formation initiale en Limousin dans le domaine de l'eau, en mettant ses plateformes techniques à disposition et en assurant certains travaux dirigés pour le Lycée d'Ahun, la Faculté de Sciences et l'IUT de Limoges.

Formations pour l'industrie



Le secteur de l'industrie est très demandeur de formations intra, même pour des effectifs limités, afin de mieux prendre en compte les process spécifiques et de limiter au maximum les perturbations d'exploitation que

représente l'envoi d'agents en formation.

Formations Déchets

Les formations déchet s'étendent maintenant aux autres thématiques environnementales et au développement durable. Une vingtaine de sessions de formation ont été ouvertes, avec des sessions intra bien garnies.



Les thématiques sont variées : incinération, compostage, installation de stockage de déchets, déchèterie, traitement des lixiviats, hygiène et sécurité, biogaz, collecte ...

Les "Journées de l'OIEau"

Les journées de l'OIEau s'adressent à un public de responsables qui ont peu de temps à consacrer à des formations. Elles présentent en une journée l'état de l'art sur un sujet d'actualité. Sept journées sur les huit programmées ont pu s'ouvrir, avec des effectifs parfois importants même si on sent que l'activité a atteint un palier. Certains sujets techniques comme la traitabilité des micropolluants ou la qualité des matériaux en distribution d'eau ont connu un beau succès, tout comme la question des transferts de compétence eau et assainissement aux établissements intercommunaux.



L'international



Les actions du CNFME réalisées à l'international représentent aujourd'hui 15% de son chiffre d'affaires.

Il s'agit parfois de formations en France de personnels d'organismes étrangers, comme par exemple en vue de la mise en service d'une grande usine de traitement en Irak. Mais l'essentiel se passe à l'étranger. Formations en Algérie, au Maroc, en Tunisie, au Qatar, en Guinée, Soudan, Roumanie, Kosovo, etc.

L'ingénierie de formation représente une part notable de ses actions internationales : ainsi, le CNFME contribue à concevoir de plateformes et des manuels dédiés à l'assainissement pour l'Institut de l'Eau et de l'Assainissement de l'ONEE au Maroc. Au Maroc toujours, il travaille à un projet de mise à niveau du centre de formation de Lydec, à Casablanca. Il participe à la formation des formateurs de l'Algérienne des Eaux.

Le CNFME a terminé en début d'année l'étude de faisabilité de la création d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau à Haïti, en collaboration avec l'ENGEES et Agro-ParisTech.

Enfin, des premières actions ont été réalisées avec "Rand Water" dans l'optique de la création d'un Centre de Formation Professionnelle en Afrique du Sud.

Dans le cadre d'un jumelage institutionnel, il mène un audit stratégique du CITET de Tunis.

Le CNFME est également chargé de l'animation du portail "eau" du site Web de la Francophonie.

Dans le domaine des déchets, il réalise un travail d'accompagnement et de formation des Cadres des Collectivités algériennes et du Ministère de l'Environnement.

Le CNFME disposait d'un stand au Forum Mondial de l'Eau de Marseille et y a présenté quelques exemples de réalisations à l'international. Le CNFME était aussi présent au salon Pollutech Maroc à Casablanca.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Le support technique

Comme tous les ans, les formateurs du **CNFME** sont sollicités par les clients de la formation, industriels ou Collectivités, pour mener des diagnostics et optimiser leurs processus de traitement. Il s'agit d'une activité marginale, mais qui contribue à faire reconnaître l'expertise des formateurs du **CNFME**. Ils interviennent ainsi pour de grandes organisations comme le CEA ou le groupe Soufflet, mais également pour des Collectivités ou des PME, en particulier dans l'agro-alimentaire. Notons également des actions d'appui auprès d'organismes de traitement des déchets.

Dans le domaine de la gouvernance des services, le **CNFME** contribue à l'évaluation des transferts de compétence eau ou assainissement de la Communauté d'Agglomération de Perpignan.

Avec l'appui de l'Onema, le **CNFME** a organisé des formations pour les prélèvements d'échantillons en milieux aquatiques, selon les méthodes définies par Aquaref.

L'année a été marquée par un contrat exceptionnel par son ampleur signé avec EDF pour fournir des pilotes de traitement destinés à simuler le fonctionnement des circuits de refroidissement.

Le **CNFME**, qui avait l'expérience de la conception de ses propres pilotes de traitement à des fins pédagogiques, a été amené à coordonner divers savoir-faire de traitement eau et air, de mesure en continu et d'automatisme et à faire construire des équipements de grandes dimensions qui viennent d'être installés chez le commanditaire.



Le **CNFME** a continué à tester des solutions de remplacement du calcaire marin pour reminéraliser les eaux douces, à la demande de Collectivités de Creuse confrontées à ce problème.

Moyens et investissements

Après la construction des nouveaux locaux de La Souterraine inaugurés en 2011, un espace pour le remblaiement des réseaux d'assainissement a été aménagé à La Souterraine, ainsi qu'un espace d'exposition de micro-stations utilisées en Assainissement Non Collectif. De nombreux équipements ont été modernisés.



Les démarches ont été entreprises en vue d'acquérir une parcelle de 2600 m² en continuité du terrain du **CNFME** à La Souterraine. Cette acquisition foncière constituera une réserve pour y construire de futures plates-formes.



Promotion de l'offre de formation

Les catalogues de formation pour l'année 2013 sont diffusés depuis mi-septembre.

Il s'agit du catalogue "Eau", qui s'enrichit de nouveaux stages, mais aussi du catalogue "Eau et Industrie", du catalogue "Eau, Irrigation et Agriculture" et du catalogue "Déchets, Environnement et Développement Durable".

Le **CNFME** a multiplié ses démarches auprès des DRH en complétant sa traditionnelle présence à Pollutec à Lyon fin novembre par une participation à des salons spécialisés :

- les Journées de la Gestion Locale de l'Eau à Rennes en janvier,
- le Salon Eau et Agriculture à Agen en mars,
- les Assises des Déchets à Paris en juillet,
- le Salon de la Maintenance à Toulouse en septembre,
- les Assises de l'ANC à Aurillac en octobre.

Il a présenté ses solutions de formation à l'occasion de manifestations réalisées en interne par certains de ses donneurs d'ordres : Frans Bonhomme, Colas, GDF-Suez.

Enfin un accord de partenariat a été signé avec l'Institut de Promotion des Techniques de l'Ingénierie et du Conseil (IPTIC), institut de formation dépendant de la Chambre des Ingénieurs Conseils de France (CINOV), et un autre avec l'Association Nationale des Techniques Sanitaires (ANTS) qui regroupe les agents techniques des services Santé et Environnement des Agences Régionales de Santé (ARS).



www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



7.000.000 de visiteurs en 2012 !

Le Centre National d'Information et de Documentation sur l'Eau - CNIDE

Le CNIDE a vu son activité augmenter très sensiblement par rapport à 2011, à 4,1 M€ de chiffre d'affaires. Une partie de son activité statutaire bénéficie du soutien de l'Onema, dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2011-2013.

La normalisation des échanges de données

Le CNIDE aide les acteurs de l'eau à optimiser les coûts de traitement, de stockage et de diffusion des données sur l'eau au niveau local, national et européen.

Observatoire de l'Eau en Bretagne



Le CNIDE participe au développement du système d'information des indicateurs d'évaluation des dispositifs de collecte des eaux superficielles et continentales, des eaux souterraines et des eaux côtières. A terme, ce système sera en mesure de collecter des données brutes de l'eau provenant d'origines diverses pour les traiter puis les valoriser sous forme d'indicateurs.

Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau - Sandre

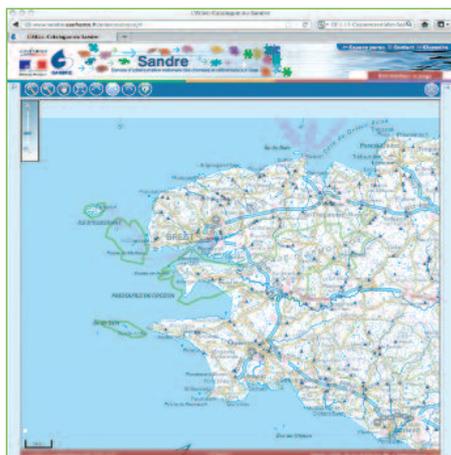


Avec le soutien de l'Onema, le CNIDE assure le Secrétariat Technique Permanent du Sandre.

Selon le Schéma National des Données sur l'Eau, approuvé par l'arrêté du 26 juillet 2010, le Sandre établit, tient à jour et diffuse les référentiels nationaux liés à l'eau.

En 2012, le site Sandre enregistre 767 600 visites à nov. 2012 contre 742 000 en 2011.

7 982 conformités positives de fichiers échangés ont été délivrées depuis début 2012 contre 500 il y a 4 ans.



Rapport d'Activités 2012

Le nombre de spécifications Sandre, produites par an, a pratiquement doublé en trois ans. En 2012, elles portent notamment sur les milieux aquatiques, les prélèvements d'eau et l'hydrométrie. L'ensemble couvre désormais 5 domaines de l'eau toutes catégories d'eau confondues.

Pour les listes des codes Sandre, le site Sandre enregistre un facteur de progression de 3 à 4 en 3 ans de certains jeux de données. Pour les êtres vivants dans l'eau, 7 000 éléments ont été codés Sandre en 2012 contre 2000 il y a 4 ans. Le champ de la certification ISO 9001 des activités principales du Sandre a augmenté, conduisant à l'amélioration continue des référentiels Sandre et de la productivité.

L'implication entière des acteurs de l'eau garantit le bon fonctionnement du dispositif Sandre. Citons à titre d'exemple, l'utilisation significative du scénario d'échange Sandre EDI-LABO par l'essentiel des commanditaires et des prestataires impliqués dans la programmation des analyses de physico-chimie et de leur réalisation.

Le scénario d'échange sur l'autosurveillance des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées d'origine urbaine est aussi très employé (en moyenne 20 certificats de fichiers par mois).

INSPIRE / WISE

La Directive européenne 2007/2/CE du 14 mars 2007, dite directive Inspire, vise à établir une infrastructure de données spatiales dans la Communauté Européenne.

Le CNIDE contribue à la rédaction des spécifications techniques permettant la diffusion et le partage de données de suivi environnementale.

Le CNIDE appuie la Commission Européenne à la mise en place du Système d'Information Européen sur l'Eau (WISE).

Par ailleurs, le CNIDE contribue à la validation des futurs standards d'échange de données environnementales définis par l'Open Geospatial Consortium (OGC).



La gestion et valorisation des données

Le CNIDE collabore aux banques nationales du Système National d'Information sur l'Eau (SIE) et aux rapportages européens, dans les domaines :

- des données sur la qualité des cours d'eau et des plans d'eau,
- du rapportage de la Directive Nitrates,
- du plan national PCB, ...

Cet appui consiste à collecter les données, les gérer, les analyser ou les interpréter, et à aider les utilisateurs. Le CNIDE assure aussi la mise à disposition des données relatives aux zones conchylicoles en lien avec le Ministère chargé de la Pêche.

Système documentaire français et accès aux documents techniques et scientifiques sur l'eau



Le CNIDE anime un réseau des centres documentaires qui regroupe l'Onema, les Agences de l'Eau et les établissements publics de recherche (Irstea, Brgm, Ifremer et Inra), les Offices de l'Eau de la Martinique et de la Réunion, les pôles relais zones humides, au total 19 Organismes. Il assure le lien avec les organismes professionnels de la documentation et de l'information : ADBS et GFII. Il a réuni en mai les documentalistes des organismes partenaires à Limoges pour un séminaire professionnel.

Ce réseau contribue au portail documentaire "les documents sur l'eau" ouvert en 2009, qui donne accès aux documents produits en France, en s'appuyant sur la technologie des archives ouvertes. Ce portail alimente à son tour le portail environnement qui résulte du Grenelle de l'Environnement.

EAUDOC et travaux documentaires



L'OIEau a poursuivi l'alimentation de sa base EAUDOC, principalement avec des documents internationaux portant

sur la gestion intégrée de la ressource et la gouvernance des services d'eau potable et d'assainissement. En parallèle, le CNIDE a organisé avec AgroParisTech et plusieurs autres établissements d'enseignement supérieur, la production de synthèses sur des sujets d'actualité de l'eau.

www.eaudoc.oieau.org

La diffusion d'information

Le CNIDE anime des communautés d'utilisateurs et leur diffuse des informations sélectionnées sur des thèmes ciblés.

- **Eau dans la Ville** s'adresse aux responsables de services publics d'eau et d'assainissement. Il comporte un site internet et une lettre électronique, ainsi qu'un guide des services, des avis d'experts et un dispositif de réponses aux questions des abonnés.

www.eaudanslaville.fr

- Le CNIDE anime le réseau des responsables des SDAGE, SAGE, contrats de baie, de nappes et de rivières, et des milieux humides.

- Il recense les unités de recherche privées et publiques, les organismes, les projets, programmes et structures collectives de recherche en France et en Europe dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques.

- **La lettre électronique "AQUAVEILLE"** est une veille hebdomadaire sur l'actualité de l'eau, diffusée sur abonnement. Une version spécifique, la Lettre hebdomadaire de veille Eau et Milieux Aquatiques (LEMAQ), est réalisée, en collaboration avec l'Irstea, avec un accent mis sur l'actualité française des milieux aquatiques.

"EaudanslaVille" comme "AQUAVEILLE" ont connu une hausse modérée des abonnements en 2012.

Appui à l'organisation des programmes de recherche

Le CNIDE est membre du groupe de travail européen dédié à l'Interface entre la Science et la Politique (SPI), pour confronter l'état de l'art de la recherche et les besoins de la société.



Dans le domaine de la recherche et du développement, le CNIDE est engagé dans le projet NOWIWAM, programme du 7^{ème} PCRD pour faire partager les méthodes de gestion de l'eau en Europe du Sud ; il coordonne les projets WaterDiss, lui aussi dans le cadre du 7^{ème} PCRD, et WaterToM (programme LIFE) pour assurer une meilleure utilisation des résultats de la recherche.



Le CNIDE a participé également à EXPLORE 2070, exercice de prospective sur les effets du changement climatique, qui s'est achevé cette année ; il était chargé de l'outil intégrateur des résultats, pour rendre disponibles les scénarios d'adaptation au changement climatique en France.

Etudes et évaluations

Le CNIDE contribue à un jumelage institutionnel en Tunisie afin d'adapter la législation tunisienne à la Directive européenne sur les substances chimiques REACH.



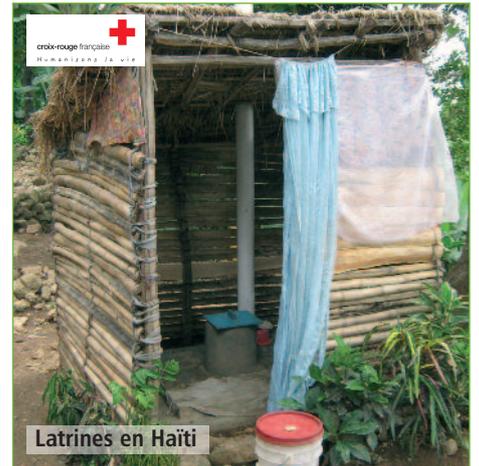
Il assure la coordination d'études menées par des prestataires dans 27 Départements du bassin Loire-Bretagne pour identifier les actions prioritaires à mener en matière d'assainissement. Il contribue en particulier à homogénéiser les méthodes, afin d'assurer la comparabilité des résultats.



Il mène depuis le début de l'année des travaux pour la DINEPA d'Haïti en vue de produire les guides et documents de référence pour les ouvrages et travaux dans le secteur de l'eau. Ce contrat vise à doter le Pays d'un corpus de documents pour améliorer la qualité des constructions.

Une fois les guides achevés, le CNIDE sera chargé de les diffuser aux maîtres d'ouvrages et de former leurs personnels à les utiliser.

Toujours en Haïti, mais pour le compte de la Croix Rouge française, le CNIDE évalue les retours d'expérience sur les dispositifs de toilettes sèches qui ont été installés.



Latrines en Haïti

Un système d'information adapté aux activités de l'OIEau

Les collaborateurs de l'OIEau travaillent sur plusieurs sites et sont très régulièrement en déplacement en France, en Europe et dans le Monde entier.

Le service informatique de l'OIEau leur fournit des solutions logicielles full web (webmail, intranet, agenda partagé, VPN, gestion des frais de déplacements et des congés, système de gestion des formations) qui leur permettent de mener à bien leurs missions quelle que soit l'endroit où ils se trouvent sur la planète.

Cette maîtrise des systèmes informatiques permet à l'OIEau de proposer, dans le cadre des projets auxquels il participe, de nombreuses solutions adaptées aux besoins : base de données, SIG, sites internet, listes de diffusion, services web, ...

En 2012, avec un chiffre d'affaires de 4 M€, les activités du Centre International pour l'Administration de l'Eau enregistrent une progression de plus de 30% par rapport à 2010 et 2011.

Certaines de ces activités statutaires sont soutenues par la MEDDE dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2010-2012.

En Afrique, les activités ont été en particulier développées en collaboration avec l'AFD, ainsi qu'au travers des financements obtenus de la Facilité Eau ACP-EU de l'Union Européenne.

L'OIEau a poursuivi ses interventions en Chine et en Asie du Sud-Est, ainsi qu'en Amérique Latine et en Afrique de l'Ouest, avec l'appui de la coopération institutionnelle décentralisée des Agences de l'Eau (Loi Oudin-Santini).

Leader de nouveaux projets de jumelages européens en Turquie et en Croatie, l'OIEau a mis en place les conseillers résidents et engagé les premières activités avec ses partenaires au deuxième semestre 2012.

L'OIEau et le RIOB ont participé activement à l'organisation du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Marseille, ainsi qu'à la 10^{ème} Conférence du Groupe "EURO-RIOB".

Le RIOB a participé avec "les Groupes Majeurs" à la Conférence Internationale RIO+20.

Le Réseau International des Organismes de Bassin - RIOB



Le RIOB, dont l'OIEau assure le Secrétariat Technique Permanent, a organisé la 10^{ème} Conférence du Groupe "EURO-RIOB", qui s'est tenue à Istanbul, en Turquie, du 17 au 19 octobre 2012, à l'invitation de l'Institut de l'Eau de Turquie (SUEN). Elle a rassemblé 354 participants venus de 47 Pays.

Le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) a été accrédité, au titre de son "Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) des Nations Unies", qu'il a obtenu depuis 2007, pour participer avec "les Groupes Majeurs" à la Conférence Internationale RIO+20, du 13 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro - Brésil.

Initié par le RIOB, ses Réseaux Régionaux en Afrique, Amérique, Asie, Europe et Méditerranée, et les 12 Comités de Bassins français de Métropole et d'Outre-Mer, "le Pacte Mondial pour une meilleure gestion de bassin" a été signé le vendredi 16 mars 2012 à Marseille durant le Forum Mondial de l'Eau par 71 Organismes de tous les Continents, dont les bassins concernent 33 Pays.

Les signataires s'engagent à appliquer dans leurs bassins respectifs les principes de gestion reconnus comme les plus pertinents et les plus efficaces à partir de l'expérience acquise sur le terrain par les Organismes-Membres du RIOB depuis maintenant plus de 18 ans.

Plus de cent Organismes intéressés ont signé déjà "le Pacte".



Le RIOB, le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP), la CEE-ONU, l'UNESCO, le GEF, EVREN et l'Agence Française de Développement ont élaboré "le Manuel de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans les Bassins des Fleuves, des Lacs et des Aquifères Transfrontaliers", présenté au Forum Mondial de l'Eau de Marseille.

Cet ouvrage a pour but de fournir des conseils pratiques pour améliorer la gestion des bassins transfrontaliers, à partir de plus de 60 exemples concrets d'actions d'ores et déjà engagées avec succès dans différents bassins.



Le RIOB a par ailleurs participé :

- à la 33^{ème} Convention interaméricaine de l'ingénierie (avril 2012 - La Havane, Cuba) ;
- au 5^{ème} Forum International de la rivière Jaune (septembre 2012 - Zhengzhou, Chine) ;
- à la Rencontre Nationale des Organismes de Bassin du Brésil "ENCOB 2012" (novembre 2012 - Cuiaba, Mato Grosso).



Un programme de formation à distance sur la restauration des rivières a été organisé en langue espagnole par l'Académie du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB-Academy) et le CIREF ("Centro Ibérico de Restauración Fluvial"), en coordination avec l'ECRR (Centre européen pour la Restauration des Rivières), au bénéfice des gestionnaires des Organismes de Bassin, consultants, techniciens et étudiants.

Le RIOB-Academy et le Centre Européen pour la Restauration des Rivières (ECRR) se sont également associés pour la mise en place d'une formation à distance en langue anglaise sur le thème : Introduction à la restauration de cours d'eau pour les décideurs.

Le RIOB met en œuvre le projet de développement des capacités de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) pour la réalisation des actions prioritaires du Plan Stratégique 2010-2014, sur financement de la Facilité Eau de l'Union Européenne.



La "Lettre du Réseau" est publiée en trois langues en 28.000 exemplaires (Français, Anglais, Espagnol) et une version électronique Russe accessible sur le site du RIOB qui a reçu plus d'un million de visiteurs en un an :

www.riob.org

Le Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau (RICFME)

Dans le cadre du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, l'OIEau en tant que Secrétaire Technique du Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau (RICFME) a coordonné la "cible" de la Condition de Succès "Un environnement favorable", intitulé "Assurer le développement et la pérennité des centres de formation pour l'eau, afin de former les techniciens et employés du secteur".

Sur la base de témoignages d'acteurs de formation faisant le bilan des initiatives et expérimentations qu'ils ont pu mener sur le terrain, cette session a abordé les thèmes de :

- l'intégration du renforcement des capacités et de la formation professionnelle continue dans les politiques du secteur de l'eau,
- la relation entre formation professionnelle et la gestion des ressources humaines,
- le soutien de la formation professionnelle continue grâce à des mécanismes financiers adaptés.

Les participants ont convergé sur l'intérêt que présentent des formations appropriées, nationales, régionales ou internationales, selon les types de besoins à couvrir, afin de pouvoir faire face aux grands défis mondiaux de la gestion des ressources et des écosystèmes aquatiques, assurer la conception et la réalisation des nouvelles infrastructures, l'exploitation et la maintenance des services de l'eau.

Le lancement du Réseau Méditerranéen des Centres de Formation aux Métiers l'Eau est un des engagements pris lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau (voir page 11).

www.ricfme.org



L'Unité Technique du SEMIDE



L'Unité Technique du SEMIDE a soutenu le fonctionnement du réseau de ses Points Focaux Nationaux. Le site Web international du SEMIDE est continuellement mis à jour (Flash électronique trilingue distribué chaque mois à plus de 20.000 inscrits, annuaire thématique, pages web) avec 80.0000 visiteurs par mois en moyenne.

Le SEMIDE a contribué au 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau en valorisant son expérience sous forme de solutions et en coordonnant avec l'ONAS (Tunisie) l'objectif cible méditerranéen relatif au financement de l'assainissement et l'objectif cible relatif aux systèmes d'information et de monitoring du processus thématique sur la coopération et la paix.

Deux engagements ont été pris par les participants : d'une part le lancement d'un observatoire sur le recouvrement durable des coûts pour le secteur de l'eau en méditerranée, et d'autre part, la mise en œuvre de systèmes partagés de données sur l'eau dans les pays.

Ce dernier engagement a aussi donné lieu à un événement parallèle avec la collaboration de l'Agence Européenne de l'Environnement et du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée.

Dans le cadre de l'extension du Système d'Information Partagé sur l'Environnement -SEIS- aux pays du voisinage Sud de l'UE, le SEMIDE poursuit sa collaboration avec l'Agence Européenne de l'Environnement -AEE.

En partenariat avec le bureau d'étude EVREN et l'Agence de Bassin du Jucar en Espagne, le SEMIDE a travaillé sur la préparation de comptes physiques de l'eau (standard de la Division Statistiques des Nations Unis) à l'échelle du Bassin du Jucar en coordination avec la DG Environnement et l'AEE pour contribuer au "Blueprint pour sauvegarder les ressources en eau européennes".

Sur la base des thèmes prioritaires identifiés lors d'un atelier régional en 2010 avec l'Agence Spatiale Européenne, une session de formation sur l'application des technologies d'observation de la Terre pour la gestion de l'eau est organisée à Frascati près de Rome en décembre 2012.

Vers une plate-forme de connaissance sur l'eau en Méditerranée

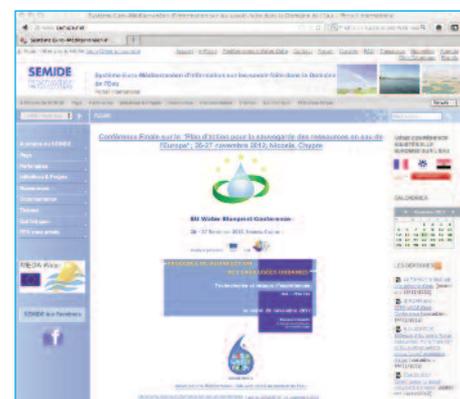
Suite aux efforts menés depuis plusieurs années avec les pays méditerranéens et aux échanges avec le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, la labellisation d'un projet de création de Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau est en bonne voie.

Dans une 1^{ère} phase, ces systèmes viseront à répondre aux besoins de planification et de suivi de la législation en matière de Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Un séminaire de finalisation du dossier de labellisation a eu lieu en novembre avec les pays pilotes (Maroc, Tunisie, Liban et Jordanie) et les trois promoteurs du projet : SEMIDE, Ligue des Etats Arabes et Ministère Libanais de l'Energie et de l'Eau.

Le Point focal français du SEMIDE

A travers le point focal SEMIDE français (<http://semide.oieau.fr>), l'Office International de l'Eau donne accès à de l'information d'intérêt commun à l'ensemble des Pays-Membres du SEMIDE. Suite aux travaux initiés en 2011 sur la formalisation des métadonnées sur la documentation en vue de leur partage selon le format des archives ouvertes, l'OIEau a développé un prototype de moteur de recherche documentaire qui pourrait être déployé avec les autres Points Focaux volontaires du SEMIDE.

www.semide.net



SEMIDE
EMWIS

6^{ÈME} Forum Mondial de l'Eau



Sur proposition des partenaires français, le Comité International du Forum (CIF) a confié à l'**Office International de l'Eau** la coordination du Processus Préparatoire Européen pour le 6^{ÈME} Forum Mondial de l'Eau. Ce Processus concernait la Région Paneuropéenne au sens de la Commission pour l'Europe des Nations Unies, c'est-à-dire l'Union Européenne et les Pays Candidats et associés, les Balkans, l'Europe Orientale, le Caucase et la Fédération de Russie. Les 5 Pays d'Asie Centrale, également Membres de la CEE-ONU, ont participé selon les cibles concernées.

Quatre Commissaires européens se sont rendus à Marseille et ont participé activement aux sessions européennes de leur compétence ainsi que le Directeur Général du "JRC". Plusieurs Ministres en charge de l'eau ont joué un rôle actif dans les sessions du Processus Européen, ainsi que des Parlementaires européens.

Sous le titre "2012, Année Européenne de l'Eau", les travaux du Processus Européen ont été conclus par quatre tables rondes, organisées autour des rapports des douze sessions officielles européennes sur :

- La gestion des bassins européens ;
- Les usages multiples de l'eau ;
- Une nouvelle croissance verte et bleue ;
- Une coopération européenne renforcée et solidaire des Pays voisins Pan-Européens et du Monde entier.

<http://european-region-wwf2012.eu>



Synthèse sessions Europe du 16 mars 2012



Andris Piebalgs, Commissaire européen

Le thème de la gestion de bassin et de la coopération transfrontalière a été largement discuté durant le Forum Mondial de l'Eau de Marseille :

- L'UNESCO et le Réseau International des Organismes de Bassin (**RIOB**) ont coordonné les neuf sessions officielles de la Priorité 1.5 "Favoriser la coopération et la paix".
- L'**OIEau** a également co-coordonné la Condition de Succès N°1 "Bonne Gouvernance", conjointement avec l'OCDE.
- La Commission Européenne et la CEEONU ont coordonné deux sessions du processus européen sur la "Convention de l'Eau" (Helsinki 1992) et sur l'application de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE), en liaison avec "Euro-RIOB".



Connie Hedegaard, Commissaire européen

Le RIOB a eu l'honneur d'être invité à présenter une communication stratégique à la table ronde ministérielle consacrée aux bassins transfrontaliers.

Les Organismes-Membres du **RIOB** ont également été conviés à présenter leurs expériences et recommandations, lors d'un évènement sur la gestion des grands bassins transfrontaliers, organisé à "l'Espace France" par l'**Office International de l'Eau**.



Participation du RIOB et de l'OIEau à la 6^{ÈME} session de la Réunion des Parties à la Convention Eau à Rome

Le **RIOB** et l'**OIEau** ont participé à la Réunion des Parties à la Convention Eau, à Rome du 28 au 30 novembre 2012, organisée par la CEE ONU (Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies). Les représentants du **RIOB** et de l'**OIEau** ont porté les messages suivants :

- le **RIOB** soutient les actions de la CEE ONU qui favorisent la coopération entre les pays qui partagent le même bassin d'un fleuve, d'une lac ou d'un aquifère transfrontalier ;
- le **RIOB** avec la CEE ONU sont engagés dans le projet de création d'un réseau Mondial d'Organismes de Bassin qui œuvrent sur le sujet de l'adaptation au changement climatique ; ce projet s'appuie sur les 8 bassins pilotes de la CEE ONU auxquels s'ajoutent d'autres bassins situés en dehors de la région paneuropéenne.

Au cours de cette Conférence, le **RIOB** a animé un évènement parallèle sur le thème du rôle des Commissions Internationales dans la mise en œuvre de la coopération transfrontalière ; cette séance à été illustrée par quatre exemples pertinents :

- la gestion conjointe de l'aquifère partagé par la France, la Flandre et la Wallonie présenté par le Secrétaire de la Commission Internationale de l'Escaut ;
- la mise en place d'une coopération au sein du Bassin de la Sava, présenté par le Secrétaire de la Commission Internationale du Bassin de la Sava ;
- le fonctionnement de la Commission du Bassin du lac Tchad, présenté par le Secrétaire Exécutif de la CBLT ;
- la connaissance conjointe des eaux transfrontalières partagées par l'Italie et la Suisse, présenté par le Conseiller Scientifique de la CIPAI (Commission pour la Protection des eaux partagées entre la Suisse et l'Italie).

L'**OIEau** a en outre présenté le projet financé par le FFEM sur le renforcement des capacités de gestion des données et d'échanges pour le suivi et l'évaluation des ressources en eaux transfrontalières dans les régions de l'Europe Orientale, du Caucase et de l'Asie Centrale.

Le RIOB et l'UNESCO coordinateurs de la priorité 1.5 : "Contribuer à la Coopération et à la Paix"



Le Comité International du VI^{ème} Forum Mondial de l'Eau a désigné le RIOB et l'UNESCO comme coordinateurs de la priorité 1.5 : "Contribuer grâce à l'eau à la Coopération et à la Paix" qui traitera principalement de la Gestion des Bassins Transfrontaliers.

Durant le Forum, 100 sessions thématiques, associant tous les acteurs, visaient à proposer des solutions concrètes, en permettant de discuter librement de tous les sujets pour atteindre un consensus.

Pour cette priorité 1.5, les partenaires ont décidé lors de leur seconde réunion (Paris, janvier 2011) de concentrer leurs propositions sur les neuf cibles suivantes, faisant chacune l'objet d'une session thématique du mardi 13 au jeudi 15 mars 2012, au Centre des Conférences de Marseille - Parc Chanot :

- 1 **Renforcer l'acceptation politique et la mise en œuvre des principes des lois internationales, régionales et locales existantes en matière d'eau au sein de la communauté internationale.**
- 2 **Augmenter le nombre de nouveaux accords et améliorer la qualité des accords existants liés aux eaux transfrontalières de surface et/ou souterraines.**
- 3 **Développer ou améliorer les mécanismes de coopération pour une gestion conjointe des aquifères transfrontaliers dans le cadre adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies.**
- 4 **Accroître le nombre d'Organismes de Bassin ou de Systèmes Aquifères Transfrontaliers capables d'assurer une gestion durable des ressources en eau.**
- 5 **Dans des situations de conflit local et international, développer des solutions pragmatiques aux problèmes liés à l'eau à travers la coopération et le dialogue entre les principaux acteurs du conflit.**
- 6 **Créer des mécanismes de financement durable en vue de financer les Organismes Transfrontaliers.**



- 7 **Développer des mécanismes visant à partager et valider les informations et les données au niveau des bassins transfrontaliers.**
- 8 **Augmenter la formation sur la gestion des eaux transfrontalières et la résolution de conflits pour les décideurs politiques, les professionnels expérimentés et les jeunes professionnels des secteurs de l'eau, les journalistes et le grand public.**
- 9 **Elaborer et appuyer des programmes de jumelage entre les Organismes de Bassin, les centres sur la gestion de l'eau et d'autres établissements concernés, en vue de promouvoir les savoirs et l'échange.**

Une session de synthèse a conclu les travaux le 16 mars 2012.

La proposition d'organiser les sessions de la priorité 1.5 sur la Gestion des Bassins Transfrontaliers a été largement diffusée et soumise à la discussion des partenaires qui ont envoyé de nombreuses propositions de solutions.

Le RIOB a organisé ou a participé à plusieurs réunions internationales avec tous les acteurs intéressés, afin de travailler dans le cadre d'une concertation ouverte et fructueuse :

- Conférence Ministérielle des Pays de l'UNECE, Astana, Kazakhstan, du 21 au 23 septembre 2011 ;
- "EURO-RIOB 2011" : pour l'Application de la Directive-Cadre sur l'Eau", Porto, Portugal, du 27 au 30 septembre 2011 ;
- Conférence UN-Water sur la Gestion de l'Eau, Dushanbé, Tajikistan, du 19 au 20 octobre 2011 ;
- Assemblée Générale du Réseau Latino-Américain des Organismes de Bassin et le Forum National des Comités de Bassin brésiliens, Panama, du 24 au 25 novembre 2011.

Premières ébauches de conclusions :

La gestion par bassin ça marche !

- Des résultats tangibles peuvent être obtenus quand il y a une volonté politique forte ;
- Des progrès significatifs ont été réalisés depuis les années 1990 ;
- La Gestion Intégrée des Ressources en Eau doit être organisée au niveau des bassins locaux, nationaux ou transfrontaliers des fleuves, des lacs et des aquifères ;
- Les fleuves, lacs et aquifères transfrontaliers doivent faire l'objet d'une attention particulière et être gérés dans la concertation entre Pays riverains ;
- Des cadres juridiques clairs doivent permettre l'application durable de ces principes, qui sera facilitée par la création d'Organismes ou Agences de Bassin ;
- La création et le renforcement de Commissions Internationales ou d'Autorités de Bassins Transfrontaliers facilitent le dialogue, l'échange d'information et la mise en œuvre conjointe des actions nécessaires à une meilleure gestion, anticipant l'avenir et permettant de réguler les conflits potentiels entre les Pays concernés ;
- Les partenaires doivent s'accorder sur "une vision partagée" du bassin, qui se traduit par un Plan de Gestion à moyen et long terme et des Programmes de Mesures et d'investissements prioritaires ;
- Des mécanismes financiers appropriés doivent être mis en place, sur la base, notamment, de l'application des principes "utilisateur - pollueur - payeur" ;
- Des Systèmes d'Information de Bassin doivent permettre d'assurer un suivi de la mise en œuvre des politiques et d'en mesurer les résultats ;
- Cette gestion doit s'appuyer sur une forte participation de tous les acteurs du bassin et une implication de leurs représentants au sein des Comités de Bassin.

Là où il y a de la volonté, tout devient possible !

www.riob.org

www.unesco.org



JUMELAGES EUROPÉENS

TURQUIE

Pas moins de 3 projets en cours :

Jumelage Européen pour renforcer les capacités de surveillance de la qualité de l'eau avec le Ministère Turc des Forêts et de l'Eau

Ce jumelage portant sur l'application de la Directive-Cadre, est conduit depuis septembre 2011 par les Pays-Bas, la France et l'Espagne et vise à élaborer des plans de surveillance pour six bassins pilotes et un plan de surveillance national. Des experts du MEDDE, des Agences Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée & Corse, d'IRSTEA, de l'IFREMER, coordonnés par l'OIEau, contribuent à ces travaux.

Au cours de la première année du projet, les activités ont porté sur l'évaluation des lacunes institutionnelles et méthodologiques auxquelles la Turquie est confrontée en matière de surveillance. En outre de nombreuses sessions de formation ont été réalisées au printemps/été 2012 sur les différents éléments de la qualité biologique qui doivent être surveillés afin d'évaluer l'état écologique des fleuves et des lacs.

Mise en œuvre de la Directive inondation

Le jumelage institutionnel relatif au renforcement des capacités de la nouvelle Direction de l'Eau du Ministère Turc des Forêts et de l'Eau pour l'application de la Directive inondation est mis en œuvre par la France en collaboration avec la Roumanie. Les activités ont démarré en août 2012 pour 2 ans sur les axes suivants :

- Transposition de la Directive inondation en Turquie et adaptation de l'organisation institutionnelle ;
- Accompagnement méthodologique à la mise en œuvre pratique des 3 étapes de préparation d'un Plan de Gestion des risques inondation sur le bassin pilote du "Bati Karadeniz" donnant sur la Mer Noire ;
- La préparation du Plan National de mise en œuvre de la Directive inondation en intégrant l'analyse économique.

Transposition de la Directive eaux de baignade

Le Ministère de la Santé turc et sa nouvelle Agence pour la Santé Publique sont les maîtres d'œuvre de ce jumelage attribué à la France associée avec l'Italie. Les activités qui démarreront en janvier 2013, seront conduites sur 3 régions pilotes et les résultats seront diffusés à l'ensemble des régions Turques.

CROATIE

Deux jumelages avec la Croatie sur les sujets à la pointe de la GIRE :

► La DCE et la pollution par les substances dangereuses rejetées aux milieux aquatiques

La France et l'Autriche se sont associées pour ce jumelage européen avec la Croatie.

L'objectif du jumelage est d'harmoniser la législation croate et sa mise en œuvre, avec l'acquis communautaire dans ce domaine. Les enjeux immédiats du jumelage sont la connaissance de l'usage des produits, de la pollution qu'ils créent dans le pays et la mise en place des mesures prévues par la Directive sur les substances dangereuses et par la Directive-Cadre sur l'Eau.

Les Institutions croates, bénéficiaires de ce projet, sont le Ministère de l'Agriculture et la Société des Eaux Croates. Sont également associés le Ministère de l'Environnement et l'Agence de l'Environnement, le Ministère de la Santé, l'Institut de Santé Publique, l'Institut de Toxicologie, le Ministère et l'Agence de protection de la Nature.

Le Ministère français de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE), l'OIEau, qui coordonne le projet, l'Institut National de l'Environnement et des Risques Industriels (INERIS), le Laboratoire National de l'Environnement (LNE), le Bureau de Recherche Géologiques et Minières (BRGM), les Agences de l'Eau françaises ainsi que l'Agence Autrichienne de l'Environnement (UBA) et le Ministère autrichien de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Forêt et de l'Eau apportent leur concours à ce projet.

Au total, une quarantaine d'experts français et autrichiens interviennent, en collaboration avec leurs collègues croates, pour mener à bien les activités de ce projet, qui bénéficie du financement de l'Union Européenne pour une durée de 12 mois jusqu'à la mi-2013.

► La Directive inondation

Adoptée en 2007, la Directive inondation impose son calendrier qui à terme sera synchronisé avec celui de la Directive-Cadre sur l'Eau.

L'Autriche, la France et les Pays-Bas ont remporté le jumelage européen avec la Croatie sur la mise en œuvre de la Directive inondation

Le projet de 15 mois sera plus particulièrement centré sur l'étape de cartographie du risque inondation sur les territoires prioritaires. Les zones pilotes de travail se répartissent entre le bassin versant de la Mer Noire et les fleuves côtiers de l'Adriatique avec des caractéristiques d'inondation spécifiques.

UKRAINE

Un grand succès pour le jumelage européen sur la gestion des services municipaux de l'eau et de l'assainissement en Ukraine

Ce projet de 18 mois a impliqué :

- du côté ukrainien, le Ministère du Développement Régional et de l'Economie Municipale, la Commission Nationale de Régulation des Services Publics, l'Association des Services d'Eau et le Centre Technique NIKTI ;
- du côté français, le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, l'Onema, les Agences de l'Eau (Rhin-Meuse, Loire-Bretagne, Artois-Picardie), l'OIEau chargé de conduire le projet et l'ADETEF, notamment le bureau de Kiev qui avait en charge la logistique locale ;
- du côté bulgare, la Commission Nationale de Régulation des Services d'Eau et de l'Energie et le Ministère de l'Environnement et de l'Eau.

Le jumelage avait pour objectifs une harmonisation de la législation ukrainienne avec la réglementation européenne, l'amélioration du cadre de gestion et de délégation des services d'eau et d'assainissement, la mise en place d'un système de suivi des performances des services et d'un observatoire sur le modèle du SISPEA de l'Onema.

EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE

EOGAC

Renforcement des capacités d'administration des données pour l'évaluation et le suivi des ressources en eaux transfrontières des pays d'Europe Orientale, du Caucase et d'Asie Centrale

Ce projet financé par le FFEM est développé dans le cadre des activités de la "Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux" autour de 2 composantes :

La composante 1 vise à développer les capacités d'administration et de partage des données au niveau de 2 zones transfrontières pilotes, en utilisant des méthodologies qui pourront être aussi appliquées sur d'autres bassins transfrontières de la région. Les bassins transfrontières retenus lors de l'étude de faisabilité sont : le bassin du Dniestr qui concerne l'Ukraine et la Moldavie ; le bassin de la mer d'Aral (bassins de l'Amudarya et du Syrdarya) qui concerne 5 pays d'Asie Centrale (Kirghizstan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) avec implication de l'Afghanistan.

La composante 2 regroupe les actions de niveau régional. Ces dernières visent à valoriser les informations produites au niveau des 2 zones transfrontières pilotes, et à diffuser les résultats et retours d'expérience du projet. L'IWAC (International Water Assessment Center), principal bénéficiaire du financement, a confié à l'OIEau la coordination technique du projet.

En 2012, le projet a poursuivi la collecte d'information pour le diagnostic et est entré dans une phase d'appui au développement d'actions pilotes pour le partage et la valorisation des données sur l'eau.

Les principaux résultats obtenus sont régulièrement mis à disposition sur le site Web du projet en anglais et russe et ont été présentés lors de la 6^{ème} Réunion des parties de la convention des eaux internationales à Rome les 28 et 29 novembre 2012.

www.aquacoope.org/ffem-ecca

ALBANIE

Des standards techniques nationaux

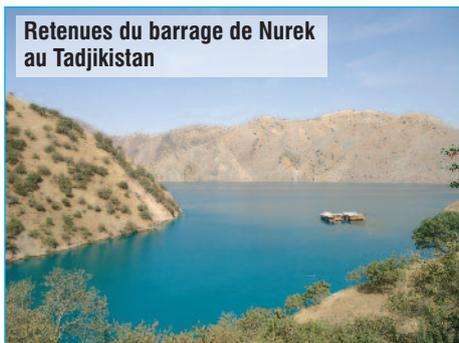


Séminaire de présentation des standards techniques pour le secteur de l'eau potable

Dans le cadre du projet conduit depuis mars 2011 par l'OIEau et la SAUR, sur un financement FASEP, en vue de la mise à jour des prescriptions techniques pour les études et la construction dans le domaine de l'eau et l'assainissement en Albanie, l'OIEau a produit 8 fascicules techniques.

Des ateliers ont été organisés pour présenter ce travail aux acteurs nationaux afin de convenir des prescriptions proposées pour rendre plus autonome les secteurs de l'ingénierie et de la construction albanais, améliorer la qualité de réalisation des ouvrages d'eau et d'assainissement.

Retenues du barrage de Nurek au Tadjikistan



Atelier National au Tadjikistan



KHIRGHIZSTAN

Système intégré d'information sur l'eau

Dans le cadre de son nouveau programme régional sur l'eau en Asie Centrale, l'Agence Suisse de Coopération et de Développement (SDC) a confié à l'Office International de l'Eau une étude sur la gestion des données et sur les besoins en information concernant la demande et l'approvisionnement en eau d'irrigation au Kirghizstan.

Le Kirghizstan occupe la position la plus en amont du Syrdarya, l'un des deux principaux bassins versants transfrontaliers alimentant la mer d'Aral. Comme la plupart des cours d'eau de la région, le Syrdarya fait l'objet de conventions inter-Etats fixant la part réservée en aval à plus de la moitié de ses ressources internes en eau renouvelable.

Après une analyse du cadre légal et institutionnel, l'étude a consisté à analyser les processus de gestion et valorisation des données.

Une enquête sur les outils (bases de données, formulaires, fichiers, archives, logiciels, etc.) et sur les mécanismes de collecte, transmission et validation des informations, a été conduite avec l'appui de la Direction des Ressources en Eau et de ses services déconcentrés dans les 7 Régions du Pays.

Deux missions sur le terrain et un séminaire national organisé avec PKTI (institut de métrologie et automatisation) ont permis de valider ces résultats, qui sont disponibles sur le site dédié :

www.aquacoope.org/sdc-ca

www.oieau.org

**Le monde de l'eau
sur Internet**



**7.000.000 de visiteurs
en 2012 !**

MÉDITERRANÉE MOYEN-ORIENT

MED-3R

Le projet "MED-3R Plate-forme stratégique pour une gestion adaptée des déchets en Méditerranée", déposé par la Métropole Nice-Côte d'Azur (NCA) dans le cadre de l'appel à projets stratégiques du programme de politique de voisinage de l'Union Européenne en Méditerranée, a été retenu par le Comité de Suivi en juin dernier.

L'OIEau et le SEMIDE participent à ce projet en partenariat avec la ville de Gênes, les Autorités locales de Tunisie, Jordanie et du Liban et plusieurs autres partenaires.

Le projet, qui démarrera en début 2013 pour une durée de 3 ans, comportera l'élaboration de plans intégrés de gestion des déchets, le transfert de savoir-faire et l'amélioration des compétences, ainsi que la réalisation de plusieurs actions pilotes sur différents flux de déchets, visant à atteindre les objectifs de MED-3R : "Rallonger la durée de vie, Réduire la production et Recycler les déchets en Méditerranée"

Réseau Méditerranéen des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau

Le lancement d'un Réseau Méditerranéen des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau est un des engagements pris lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Marseille.

Dans ce cadre, l'OIEau en tant que Secrétaire Technique du Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau (RICFME), appuie le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM) pour la mise place d'une initiative régionale de renforcement des compétences des professionnels du secteur de l'eau.

Le projet, qui devrait démarrer en 2013 après avoir suivi le processus de labellisation UpM, comportera à la fois une composante régionale d'échange d'expériences et de développement d'outils communs, et un appui au développement de centres de formation dans différents pays. Une réunion des principaux partenaires de cette initiative s'est tenue à Barcelone le 22 novembre à l'invitation du Département Environnement et Eau du Secrétariat de l'UpM.

KURDISTAN IRAKIEN

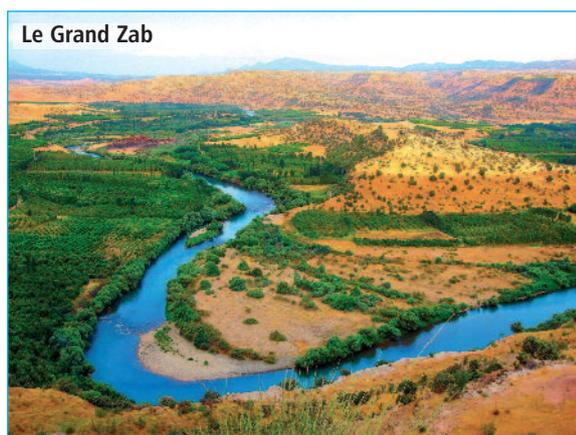
Vers une gestion durable de l'eau

Depuis août 2010, le Ministère des Finances français a apporté son soutien au Ministère des Ressources en Eau kurde en finançant un projet sur le bassin versant pilote du Grand Zab, confié à un groupement d'entreprises piloté par la Société du Canal de Provence, associant le BRGM, l'OIEau et G2C informatique.

Suite aux propositions du groupement et en particulier de l'OIEau, responsable de la partie relative au contexte institutionnel, un Haut Comité de l'Eau ("Lejna Balla Aw" en Kurde) a été créé, présidé par le Directeur Général des Ressources en Eau et qui rassemble les Directeurs Généraux des autres Ministères impliqués dans la gestion des ressources en eau : Ministère de l'Electricité, Ministère des Ressources Naturelles, Ministère des Collectivités Locales, Direction de l'Environnement et Ministère de la Planification.

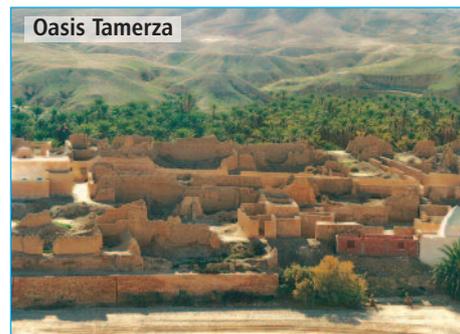


La première réunion du "Lejna Balla Aw" s'est tenue en octobre 2012. La Direction de la Gestion des Bassins Versants, dont l'officialisation est en cours, en a assuré le Secrétariat et effectuée le lien avec les Autorités Locales et la société civile. A cette occasion "le Pacte Mondial pour une meilleure gestion des bassins", initié par le RIOB a été signé par le Directeur Général des Ressources en Eau.



TUNISIE

Appui aux Commissariats Régionaux de Développement Agricole (CRDA) pour l'encadrement des irrigants fédérés en Groupes de Développement Agricoles (GDA) pour assurer le transfert de gestion des systèmes d'irrigation



Dans le cadre de la seconde phase du Programme d'Investissement dans le Secteur de l'Eau (PISEAU II), le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP) Tunisien a décidé de renforcer la gestion communautaire des systèmes hydrauliques.

Pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de pérennisation des systèmes irrigués (actualisée en 2007), la Direction Générale du Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux a conclu, sur financement de l'AFD, un projet d'assistance technique dans plusieurs Gouvernorats de Tunisie attribué à la Société du Canal de Provence avec l'appui de l'Office International de l'Eau.

L'OIEau intervient plus particulièrement sur l'analyse institutionnelle et juridique et l'appui méthodologique aux ateliers participatifs.

AFRIQUE

KENYA

Appui à la Société des Eaux de Mombasa

En mai 2012, le projet d'appui à la Société des Eaux et de l'Assainissement de Mombasa, financé par l'AFD, a été prolongé d'une année afin de mener à bien le travail entrepris pour la mise à jour de la base de données clientèle et l'installation d'un nouveau logiciel. L'OIEau supervise une vaste enquête de terrain destinée à recueillir les informations à jour concernant les consommateurs. Cette enquête permet également d'identifier les cas de fraudes et devrait permettre d'obtenir une base de données clientèle à jour, favorisant ainsi le contact avec les consommateurs et le recouvrement des factures.

L'OIEau supervise par ailleurs l'installation d'un nouveau logiciel de gestion clientèle et de facturation. Les nouvelles fonctionnalités du logiciel devraient permettre à MOWASCO d'évoluer vers une gestion de son service commercial plus automatisée et rigoureuse visant la satisfaction des usagers.



Nairobi

Appui à la Société des Eaux de Nairobi pour la réduction de l'eau non comptabilisée

L'OIEau a démarré un nouveau projet en partenariat avec SEURECA pour soutenir la Société des Eaux de Nairobi dans sa politique de réduction des "Non Revenue Water (NRW)".

Le projet d'une durée de 2 ans est financé par l'AFD.

L'OIEau est plus particulièrement en charge de trois composantes :

- Organisation et mise en place d'une unité dédiée à la réduction des "NRW" ;
- Analyse de la base de données clientèle et du logiciel de facturation dans le but de préparer un plan d'action pour la réduction du comptage au forfait et l'amélioration du recouvrement des factures d'eau ;
- Mise en place d'un contrat de performance avec un opérateur privé pour la réduction des "NRW" sur une zone pilote.

GUINÉE

Coopération Décentralisée du Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF) :

renforcement des compétences des Cadres de la Société des Eaux de Guinée (SEG)



Séminaire de formation sur la délégation de service public pour les Cadres de la SEG

Le Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF), dans le cadre de sa Coopération Décentralisée, a confié à l'OIEau la mission de réaliser deux Séminaires de Formation pour les personnels Cadres de la Société des Eaux de Guinée (SEG).

Ces deux Séminaires ont été réalisés en octobre 2012 et ont porté sur :

- La Gestion Patrimoniale des Services d'Eau (GPSE),
- La Délégation de Service Public (DSP).

Au total 40 Cadres ont été formés sur les deux séminaires, qui ont répondu pleinement aux attentes de la Coordination Générale de la SEG.

BURKINA FASO

Mise en œuvre de la GIRE dans le bassin versant du Nakanbé

L'OIEau réalise un Programme d'actions 2012-2013 pour le développement de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) avec l'Agence de l'Eau du Nakanbé (AEN).

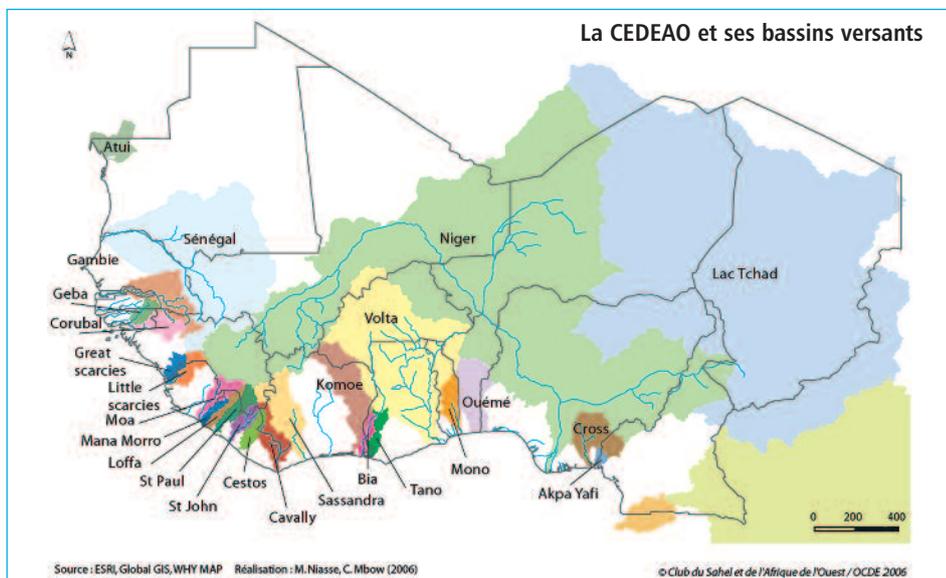


Séminaire de lancement du projet à Ziniaré

Les différentes activités réalisées en 2012 ont été les suivantes :

- Participation de l'AEN au 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Marseille ;
- Séminaire de lancement du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Nakanbé ;
- Participation à une réunion des partenaires de l'AEN ;
- Formation relative à la gestion des données ;
- Participation au Forum des Comités Locaux de l'Eau de l'AEN.

Ce programme bénéficie du soutien financier de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.



Source : ESRI, Global GIS, WHY MAP Réalisation : M. Niasse, C. Mbow (2006)

© Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest / OCDE 2006

AFRIQUE

EAUX TRANSFRONTALIÈRES

Echange de bonnes pratiques en gestion des ressources en eau transfrontalières

L'AFD appuie un projet d'échange de bonnes pratiques entre Organismes de Bassins transfrontaliers - Autorité du Bassin du Niger (ABN), Autorité du Bassin de la Volta (ABV), Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS), Commission Internationale du bassin Congo - Oubangui - Sangha (CICOS), ainsi qu'avec le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'OIEau anime ces échanges en coordination avec le Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB).

Il s'agit d'aboutir à une amélioration opérationnelle des activités des institutions concernées, via le partage des savoir-faire. Quatre Guides de bonnes pratiques ont été produits par l'OIEau sur les thèmes de la Gouvernance, de l'Optimisation du monitoring, de la Planification stratégique et de la recherche de Financement autonome et durable. Un Forum électronique a également été animé sur le thème du monitoring.

LAC TCHAD

Préservation et développement du Lac Tchad

Le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) finance le projet "Préservation du Lac Tchad : contribution à la stratégie de développement du lac", en cours de démarrage. Le bénéficiaire en est la **Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)** qui réunit six Pays : Cameroun, Centrafrique, Lybie, Niger Nigeria et Tchad.

Le projet comprend quatre composantes :

- Synthèse des connaissances et définition des contraintes de gestion et indicateurs de suivi ;
- Fiabilisation / complément du modèle existant ;
- Appui pour l'entrée en vigueur de la Charte de l'Eau et le renforcement des relations avec les autres Organismes de Bassin, mise en oeuvre par l'OIEau ;
- Assistance à maîtrise d'ouvrage.

BASSIN DU CONGO

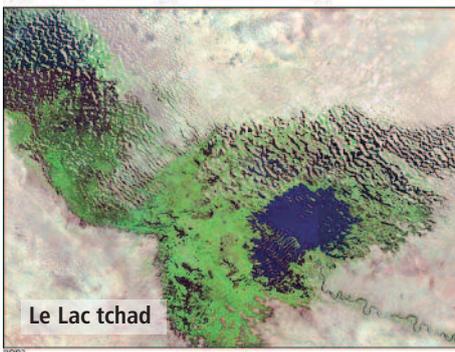
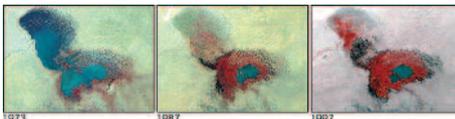
Suivi hydrologique et SDAGE du bassin du Congo



Le Congo au Pool Malebo

Le projet d'appui à la **Commission Internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS)** a démarré début 2012 sur financement de la Facilité Eau ACP-EU. L'OIEau coordonne ce projet de renforcement des capacités, centré sur le suivi hydrologique d'une part (projet Congo-HYCOS) et la planification transfrontalière de l'autre (accompagnement du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux - SDAGE du bassin du Congo).

La CICOS et les services hydrologiques de ses quatre Etats-Membres (Centre de Recherches Hydrologiques au Cameroun, Direction de la Météorologie Nationale en Centrafrique, Groupe de Recherche en Sciences Exactes et Naturelles au Congo et Régie des Voies Fluviales en RD Congo) ont ainsi bénéficié de trois sessions de formation organisées en 2012 dans les Pays du bassin. Un séminaire de sensibilisation et de démarrage du projet Congo-HYCOS a été organisé à Brazzaville en novembre 2012, en collaboration avec l'Organisation Météorologique Mondiale et avec l'appui conjoint du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM).



Le Lac tchad

AUTORITÉ DU BASSIN DE LA VOLTA

Renforcement de la gouvernance de l'ABV

Ce projet de renforcement des capacités de l'ABV a démarré en janvier 2012 pour une durée de 40 mois et bénéficie de financements de l'Union Européenne (Facilité Eau ACP-EU), de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) et de l'Agence Française de Développement (AFD). L'OIEau apporte son soutien au **RIOB** pour la mise en œuvre globale du projet, qui vise à :

- développer les capacités du Forum des Parties Prenantes au développement du bassin, organe consultatif de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) ;
- développer les capacités du Comité des Experts, organe exécutif de l'ABV, constitué d'au moins deux représentants de chacun des six Etats-Membres de l'Autorité, dont un appartient à la structure focale nationale ;
- renforcer les capacités de la Direction Exécutive, premier organe exécutif de l'ABV mis en place en septembre 2006.



Le bassin de La Volta

Les activités réalisées en 2012 ont notamment permis un appui à l'organisation et la réalisation d'ateliers de formation lors de la réunion du Forum des Parties Prenantes qui s'est tenue en janvier 2012 à Ouagadougou, de la 6^{ème} réunion du Comité des Experts organisée en mai 2012, ainsi que la réalisation d'un séminaire de formation en France de 5 représentants du Forum des Parties et de la Direction Exécutive, en juin 2012, suivi d'une immersion dans une réunion statutaire du Comité de Bassin Seine-Normandie.

AMÉRIQUE LATINE

PÉROU

Le Pérou développe de nouvelles redevances sur l'usage de l'eau

Pour répondre au défi d'une gestion plus efficace des ressources en eau, le Pérou, au travers de l'ANA (Autorité Nationale de l'Eau) développe, avec l'appui de la Banque Mondiale, une politique ambitieuse de mise en œuvre d'une gestion par bassin et d'un système de redevances pour l'usage de l'eau et le rejet d'eaux usées.

L'objectif de ce projet était d'apporter des éléments pragmatiques pour la mise en œuvre de redevances. L'OIEau et des experts des Agences de l'Eau ont apporté un appui très concret à la construction d'un argumentaire ad hoc, puis à l'élaboration d'une méthodologie cohérente pour calculer les différentes redevances (usages de l'eau, rejets d'eaux usées).

Les résultats de ce projet ont été présentés au Conseil d'Administration de l'ANA le 19 juillet 2012 et y ont reçu un accueil très favorable. Un symposium de haut niveau a ensuite eu lieu en novembre 2012 à Lima, associant les Autorités publiques, les usagers et la société civile.

CHILI

Deuxième Sommet international de gestion durable des ressources en eau

L'Office International de l'Eau a participé au "Deuxième Sommet international de gestion durable des ressources en eau", avec des conférences organisées simultanément dans 5 Villes du Chili et retransmises par visioconférence.

Ce forum était organisé par la Commission Nationale d'Irrigation (CNR) du Ministère de l'Agriculture et de l'Association latino-américaine de Développement Hydrogéologie (ALHSUD), en collaboration avec plusieurs partenaires.

L'OIEau a particulièrement été mis à l'honneur au cours de cette conférence à travers les présentations réalisées sur le thème "Comment améliorer la gestion de données sur l'eau afin de renforcer la gestion des ressources en eau" ("Como mejorar la gestión de datos sobre el agua para reforzar la sustentabilidad hídrica a nivel nacional").

COLOMBIE

Assistance institutionnelle auprès du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Depuis la réforme juridique et institutionnelle de 2007, le besoin est apparu d'élaborer des Plans de Gestion au niveau des "macro-bassins" colombiens, de structurer la notion de Conseil de Bassin versant et enfin de hiérarchiser les outils de planification. C'est dans ce contexte de consolidation technico-institutionnelle de la GIRE en Colombie, qu'intervient l'Office International de l'Eau.

A travers ce projet d'assistance institutionnelle, cofinancé par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, l'actuel Ministère Colombien de l'Environnement et du Développement Durable (MADS) souhaite tirer profit des 50 ans d'expérience pratique du système français et européen, au niveau juridique, institutionnel, technique et économique. Les trois axes de travail de ce projet sont : l'appui à la mise en place de la Politique Nationale de la GIRH, la consolidation du Système National d'Information de l'Eau et la consolidation du système pollueur-payeur et usager-payeur, notamment pour lutter contre la pollution industrielle.



Cartographie des macro-bassins versants de Colombie

MEXIQUE

Au Mexique, l'expérience française de la GIRE sollicitée par la CONAGUA

Après une période d'échanges et suite au Forum Mondial de l'Eau à Marseille, un accord d'intention a été signé entre l'Agence Française de Développement (AFD) et la Commission Nationale de l'Eau mexicaine (CONAGUA), "manifestant leur volonté d'établir un dialogue d'intérêt commun, afin d'identifier les opportunités de susciter l'émergence de projets soutenables dans le secteur des ressources en eau".

Le bassin Ayuquila-Armeria a été choisi pour un projet de coopération technique en raison de sa taille, idéale pour l'expérimentation, l'importance des défis auxquels il doit faire face, mais aussi son avance en termes de participation et d'initiatives pour la préservation de l'environnement.

L'OIEau réalise ce programme de coopération franco-mexicaine avec l'appui financier des deux Agences de l'Eau françaises Adour-Garonne et Seine-Normandie.

BANQUE MONDIALE : Une délégation d'Amérique Latine et Caraïbes en visite d'étude en Région PACA

L'OIEau a organisé, à la demande de la Banque Mondiale, une visite d'étude de 3 jours sur le modèle de gestion multi-usage de l'eau en Provence, en marge du Forum Mondial de l'Eau de Marseille, pour une vingtaine de spécialistes en GIRE, services d'eau et assainissement ou irrigation, avec la participation des Agences de l'Eau RMC et AG, de la Société du Canal de Provence, de la Société des Eaux de Marseille, d'Electricité de France.

La délégation a pu aborder la diversité et la complexité de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur au travers du cadre légal de la gestion institutionnelle, des principaux outils de planification, de gestion et de régulation, de la gestion urbaine des services d'eau et d'assainissement, des Partenariats Publics-Privés, de la gestion des équipements hydrauliques structurants, de la gestion de la demande en eau et des règles d'allocation régionales, et de l'aménagement du territoire pour des usages multiples et équilibrés.

BASSIN DU MEKONG

L'eau et l'environnement figurent parmi les priorités de l'action menée par la France dans les Pays du bassin du Mekong ; après les deux projets de coopération décentralisée déjà opérationnels, soutenus financièrement par les Agences de l'Eau Loire-Bretagne, Seine-Normandie et Rhin-Meuse, visant à améliorer la gouvernance de l'eau par la promotion de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), au Vietnam sur le bassin du Dong Nai et au Laos sur le bassin de la Nam Ngum, l'année 2012 a vu débuter un projet pilote, initié par l'OIEau, sur le bassin de la Stung Sen, principal affluent du Lac Tonle Sap au Cambodge.

CAMBODGE

Lancement du projet Stung Sen

Situé à environ 130 kms de la Capitale, le bassin rural de la Stung Sen est assez préservé. Il s'étend sur une superficie d'environ 16.340 km² et couvre en partie les Provinces de Preah Vihear et de Kompong Thom. La rivière Stung Sen, d'une longueur de 465 km, est actuellement le lieu d'études pour y implanter deux barrages à vocation agricole et hydroélectrique.

L'Autorité du Tonle Sap (TSA), partenaire de ce projet, a pour principale mission la coordination de la gestion, de la conservation et du développement durable du Bassin du Lac Tonle Sap, qui constitue un système hydrographique exceptionnel.

A court terme, l'objectif est de tester une nouvelle gouvernance sur un sous-bassin, donc sur un affluent du lac, le Stung Sen. Ce projet, dont le séminaire de lancement s'est tenu en octobre 2012, permettra ainsi de renforcer les capacités de la TSA, du Ministère des Ressources en Eau et de la Météorologie (MOWRAM) et de ses représentations dans les Provinces et les Districts.



Travail en groupes "programme de mesures" au Laos

LAOS

Le projet pilote Nam Ngum à mi-parcours

Ce projet pilote de l'OIEau, bénéficiant d'un financement de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, s'inscrit dans le cadre de la politique volontaire du Gouvernement Laotien dans le domaine de la GIRE comme en témoignent les mesures prises récemment : adoption d'une politique nationale pour la gestion des ressources en eau, mise en place de Comités de Bassin pilotes et création d'un nouveau Ministère des Ressources en Eau et de l'Environnement (MoNRE) en 2011.

Sept missions ont été réalisées avec des experts des Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Rhin-Meuse et de l'Office International de l'Eau. Les activités réalisées depuis un an en coordination avec le Secrétariat du Comité de Bassin de la Nam Ngum et le Département des Ressources en Eau du MoNRE, se sont organisées autour d'un groupe de travail inspiré de la composition du Comité, et visent à mettre en place les conditions requises pour une Gestion Intégrée des Ressources en Eau sur ce bassin.

VIETNAM

Clôture avec succès du projet pilote Dong Nai

Le projet pilote Dong Nai, co-financé par le FASEP et les Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Seine-Normandie, a été structuré pour répondre à l'accord de coopération signé le 6 juin 2007 entre les Ministres Français et Vietnamiens en charge de l'Environnement et fournir aux Autorités vietnamiennes une "Assistance Technique à la mise en œuvre d'une politique de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au travers d'une application pilote sur le bassin du Dong Nai".

La clôture officielle a été célébrée le 17 avril 2012, avec la tenue du séminaire final à Ho Chi Minh Ville au cours duquel les résultats du projet ont été présentés. L'OIEau a assuré la coordination de l'ensemble du projet et la réalisation du volet institutionnel, SCE a été responsable pour la préfiguration d'un plan de gestion pilote et Asconit d'un programme de monitoring.

Dans ce cadre, près de 200 hommes/jours de formation au processus de gestion intégrée de l'eau, avec exemple de mise en place et de fonctionnement d'Organismes de Bassin, ont été dispensés par des experts des Agences et de l'OIEau.

Une aide méthodologique à la gestion des données sur l'eau et au renforcement des réseaux de mesures a également été apportée. Enfin, un premier Plan de Gestion recouvrant l'ensemble d'un bassin hydrographique, outil principal de la GIRE, a pu être préfiguré. Les différentes étapes retenues pour la planification ont été inspirées des principes de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE) et de l'expérience française de sa mise en œuvre.

SUIVI HYDROLOGIQUE DU BASSIN DU MÉKONG

L'évaluation finale du projet "Mékong-HYCOS" a été menée conjointement par ISL Ingénierie et l'OIEau à la demande de la Commission du bassin du Mékong (MRC), qui développe depuis 2006 ce projet avec l'appui de l'AFD et du FFEM.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme "WHYCOS" (système mondial d'observation du cycle hydrologique) de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM).

L'objectif principal de "Mékong-HYCOS" est de garantir la disponibilité des données hydrométéorologiques sur le bassin, tant au niveau du Secrétariat de la Commission que dans les quatre Etats-Membres (Cambodge, Laos, Thaïlande et Vietnam).

Le Tonle Sap

Le Tonle Sap est le plus grand lac d'eau douce d'Asie. Il couvre une superficie de 250 000 ha en basses eaux (4500 millions de m³, entre 1 et 2 mètres de profondeur moyenne) et 1,6 million d'hectares en hautes eaux (135 000 millions de m³, 8-11 mètres). Son hydrologie dépend du Mékong : pendant la saison pluvieuse, le fleuve se déverse dans le lac qui absorbe alors 20% de son débit, tandis que pendant la saison sèche, le courant s'inverse et le lac soutient le débit du Mékong.

Le reste de l'alimentation vient du bassin versant grâce à 11 affluents constituant des sous-bassins, dont celui du Stung Sen. La richesse de cet écosystème est exceptionnelle, particulièrement sur le plan de la vie aquatique - zone parmi les plus productives du Monde - mais aussi au niveau forestier, car la frange du lac est bordée d'une "forêt noyée" remarquable de biodiversité.

CHINE

Coopération franco-chinoise dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau : Bassin pilote du fleuve Hai et sous-bassin de la rivière Zhou

L'accès à l'eau est devenu l'une des préoccupations majeures de la Chine.

La localisation de ces ressources est inégale et la qualité de l'eau est menacée par la pollution issue des rejets industriels, urbains et agricoles.

Afin de faire face à ces défis, la Chine mène d'importants travaux d'infrastructures, modernise ses modes de gestion de l'eau et développe de nombreuses coopérations internationales.

Un accord de coopération a été signé le 21 décembre 2009 entre le Ministère chinois des Ressources en Eau et le Ministère français chargé de l'Ecologie.



Signature de la seconde phase à Marseille le 12 mars 2012

Dans ce cadre, le bassin du fleuve Hai, qui s'étend sur 318.000 km² et couvre 4 Provinces (Hebei, Shanxi, Henan, Mongolie intérieure) et deux grandes Municipalités (Pékin et Tianjin), a été retenu pour y conduire un projet pilote entre 2011- 2015, avec le soutien financier de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Le projet vise en particulier à tester l'application en Chine de certains mécanismes de gestion de bassin, de lutte contre la pollution des eaux et de protection des écosystèmes aquatiques, mis en pratique en France depuis la Loi de 1964, ayant créé les Agences de l'Eau.

Les partenaires du projet sont, pour la partie Chinoise, Le Ministère des Ressources en Eau, la Commission de Conservation des eaux de la Rivière Hai, ainsi que les Bureaux des Eaux de la Municipalité de Tianjin et de la Province de Hebei, et, pour la partie française, le Ministère de l'Ecologie, les Instances du Bassin Seine-Normandie (AESN), le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), Etablissement Public Territorial de Bassin Seine Grands Lacs et l'OIEau, qui assure la coordination technique du projet.

Phases de l'accord de coopération

Le projet se déroule en deux phases.

Après une première phase de reconnaissance en 2011, une deuxième phase (avril 2012 - avril 2015) a été lancée à l'occasion du Forum Mondial de l'Eau de Marseille, le 12 mars 2012. Elle permet d'expérimenter sur le sous-bassin de la Rivière Zhou certaines méthodes françaises dont la pertinence a été identifiée lors de la première phase.

AUTRES ACTIVITÉS ET MISSIONS D'EXPERTISES

Les Rencontres de l'Eau à l'île de la Réunion



Le Conseil Général et l'Office de l'Eau de la Réunion ont organisé le 27 septembre 2012, la 4^{ème} édition des Rencontres de l'Eau, journée dédiée à la recherche de solutions concrètes pour assurer l'approvisionnement en eau de tous les usages et ont invité l'Office International de l'Eau à y participer.

Appels à propositions de la Commission Européenne : Programme de Coopération Transfrontalière Méditerranéenne

L'OIEau a préparé une note de concept pour un projet visant à prévenir et réduire les risques liés à la sécheresse et aux pénuries d'eau grâce à la mise en œuvre de Plans de Gestion sécheresse et des Programmes de Mesure associés. Ce projet implique des partenaires locaux en Espagne, France, Italie, Tunisie, Jordanie et Palestine ainsi que le SEMIDE en tant que partenaire régional.

L'OIEau est aussi partenaire d'une proposition sur la formation et la professionnalisation des jeunes agriculteurs méditerranéens coordonnées par l'Agence de Développement de la région de Karditsa en Grèce.

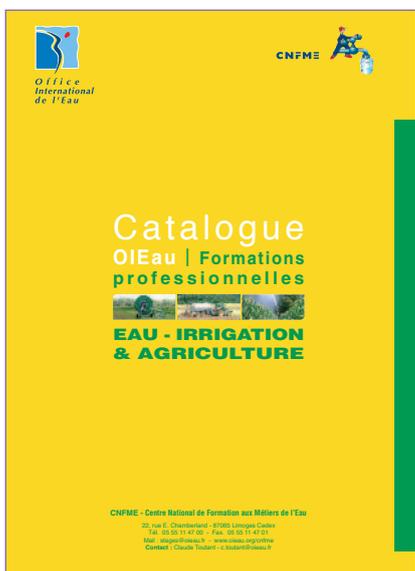
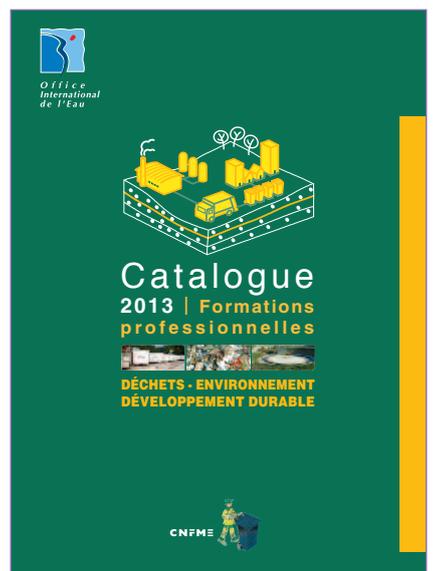
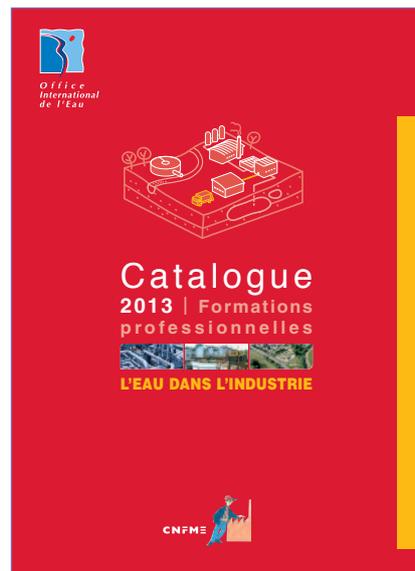
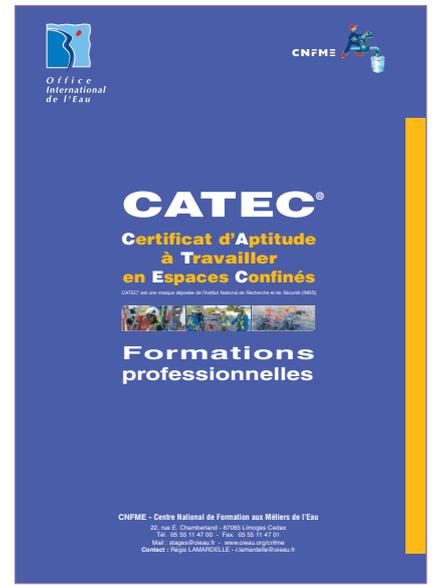
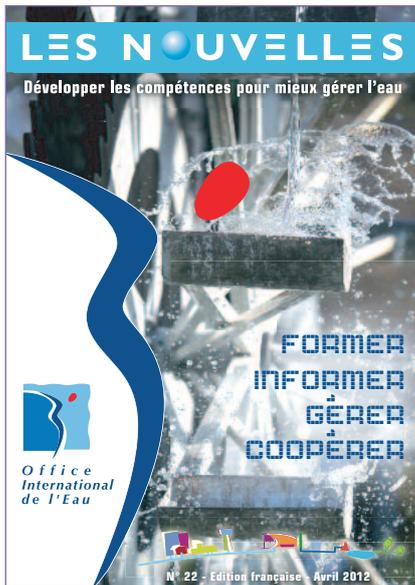
Les résultats sont attendus en décembre 2012.

www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet

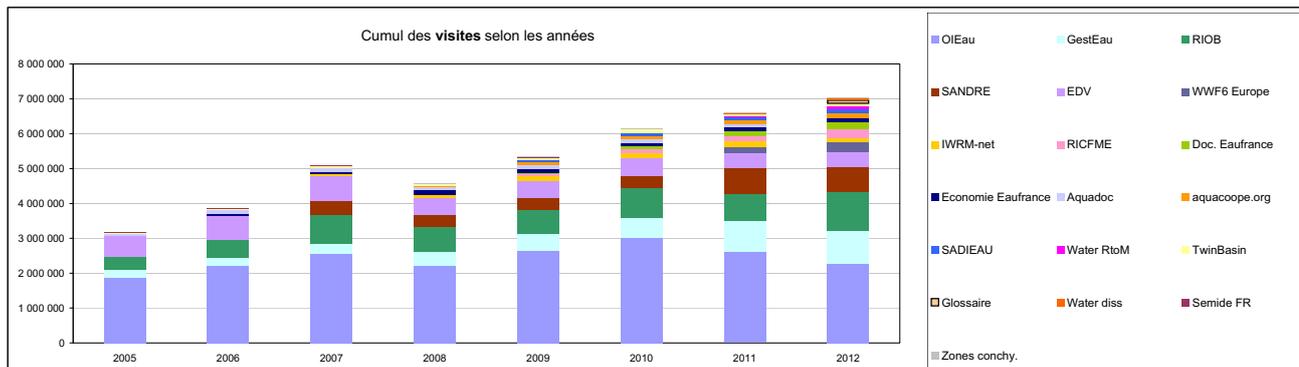
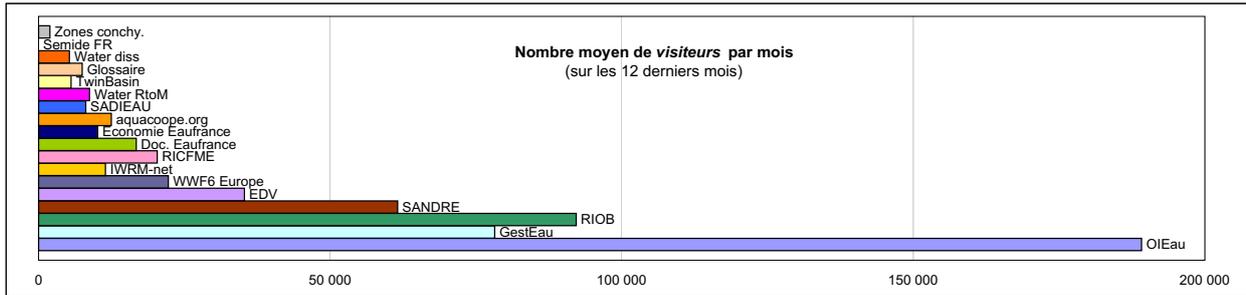


7.000.000 de visiteurs en 2012 !



Bilan des connections 2012 des sites gérés par l'OIEau

VISITEURS	OIEau	GestEau	RIOB	SANDRE	EDV	WWF6 Europe	IWRM-net	RICFME	Doc. EauFrance	Economie EauFrance	Aquadoc	aquacoope.org	SADIEAU	Water RtoM	TwinBasin	Glossaire	Water diss	Semide FR	Zones conchy.	Total	
2005	1 886 820	207 311	383 106		587 779		-	-	-	-	59 594	-	-	-	20 309			15 578		3 160 497	
2006	2 217 526	225 393	507 369		714 058		-	-	-	26 075	127 803	-	-	-	36 837			15 124		3 920 134	
2007	2 542 837	308 210	820 189	407 928	728 381		32 747	-	-	66 813	102 713	-	-	-	56 480			22 623		5 140 013	
2008	2 213 127	419 231	689 605	345 401	486 868		99 306	-	-	116 821	108 519	-	12 747	2 615	53 847			23 461	5 138	4 576 686	
2009	2 645 511	470 467	709 328	340 782	482 731		146 714	44 755	38 677	115 647	126 207	-	60 521	57 475	65 231			26 496	10 830	5 347 562	
2010	3 016 835	573 905	856 131	355 810	501 977		162 230	94 082	79 165	91 739	126 127	-	76 687	97 530	83 615			27 822	14 105	6 165 764	
2011	2 624 064	872 620	775 696	742 441	423 235	179 116	175 416	151 108	129 562	101 828	106 051	-	119 048	92 810	12 246	62 484	5 752	5 506	23 079	20 702	6 622 764
2012	2 269 846	938 544	1 106 324	738 961	423 715	267 034	137 720	244 269	200 803	121 500		149 494	97 190	104 985	66 869	89 579	63 351		23 409	7 043 593	
Moyenne mensuelle de visiteurs	189 154	78 212	92 194	61 580	35 310	22 253	11 477	20 356	16 734	10 125		12 458	8 099	8 749	5 572	7 465	5 279	0	1 951		



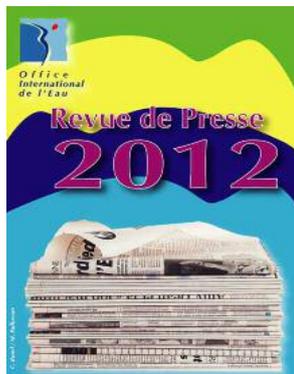
21/01/2013



www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet

7.000.000 de visiteurs en 2012 !



Office International de l'Eau

REVUE DE PRESSE 2012

TABLEAU RECAPITULATIF GENERAL

PREMIER et SECOND SEMESTRE

RUBRIQUES		Nombre d'articles	Nombre de Médias cités
I	CNFME ET LES QUATRE CATALOGUES 2013 : "EAU" - "DECHETS" - "INDUSTRIE" - "AGRICULTURE"	150	58
II	LES JOURNEES DE L'OIEau	149	42
III	CNIDE/SIE - LES SITES INTERNET ET LES LETTRES ELECTRONIQUES DE L'OIEau	46	35
IV	COLLOQUES / SEMINAIRES et AUTRES INTERVENTIONS DE L'OIEau DANS DES MANIFESTATIONS DIVERSES	15	14
V	ACTIONS INTERNATIONALES DE L'OIEau - SEMIDE - RICFME	58	45
VI	RIOB ET EURO RIOB 2012	95	55
VII	6ème FORUM MONDIAL DE L'EAU DE MARSEILLE - OIEau et RIOB	208	108
VIII	RIO+20 - Du 18 au 22 JUIN 2012	30	27
IX	ACTIONS DIVERSES DE L'OIEau	62	54
INTERVIEWS RADIOS / T.V.		Nombre d'émissions /magazines	Nombre de Médias
➤	Radios	8	7
➤	T.V.	7	6
• TOTAL NOMBRE D'ARTICLES PRESSE :		813	438
• TOTAL NOMBRE D'INTERVIEWS RADIOS + T.V. :		15	13



▲ **Limoges**
Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME
La Souterraine ▼



www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet

- ➔ **Formation Professionnelle**
- ➔ **Documentation - Information**
- ➔ **Coopération Institutionnelle**
- ➔ **Politique de l'Eau**
- ➔ **Actualités - Veille Technique**
- ➔ **France - Europe - Monde**



Liens privilégiés vers :

RIOB - RICFME - SEMIDE - EAUDANSLAVILLE.FR - GEST'EAU

FORUM MONDIAL DE L'EAU (MARSEILLE 2012)

et 350 sites Internet spécialisés

7.000.000 de visiteurs en 2012 !



www.oieau.org

**Visitez
notre nouveau portail !**